

Initiatives ministérielles

La question que je pose aux deux gouvernements par votre intermédiaire, monsieur le Ministre, est la suivante: un gouvernement provincial quelconque a-t-il déjà appuyé votre projet de taxe et discuté avec vous de la possibilité d'y intégrer la taxe provinciale?

M. le Président: Je demanderais au député de poser la question à la présidence plutôt qu'au ministre, et je suis certain qu'il voudra bien le faire. La question est posée et le député aura une question supplémentaire.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, je me demandais si l'on me poserait cette question, étant donné la querelle d'amoureux entre les libéraux et les néo-démocrates.

La réponse est que nous avons engagé des discussions, comme je l'ai d'ailleurs dit, sur les moyens que nous pourrions prendre pour réduire au minimum ou supprimer certains problèmes d'observation ainsi que certaines complications qui résultent du fait d'avoir à la fois une taxe fédérale et une taxe provinciale. Pour ce qui est des discussions sur l'intégration totale de la taxe de vente nationale, je pense que c'est encore trop tôt.

M. Barrett: Monsieur le Président, j'ai demandé précisément au ministre s'il a l'appui d'un gouvernement provincial à l'égard de la TPS.

Je veux maintenant lui poser ma question supplémentaire. Vous n'avez pas répondu à cette question.

M. le Président: Le député a certainement des questions à poser, mais je lui demanderais de ne pas s'adresser directement au ministre.

M. Barrett: Je vous remercie, monsieur le Président. Monsieur le Président, auriez-vous la gentillesse de transmettre ma question au ministre? S'il est dur d'oreille, je sais que votre aide sera utile.

Monsieur le Président, par votre intermédiaire, je demande au ministre s'il a ou non l'appui d'un seul gouvernement provincial. Il n'a pas répondu à cette question. Deuxièmement, par votre intermédiaire, monsieur le Président, je demande au ministre s'il est prêt à déposer à la Chambre, toujours par l'entremise de la présidence, la correspondance qu'il a reçue à cet égard de n'importe quel gouvernement provincial.

M. le Président: Attendez un instant. Je tiens à dire au député que c'était évidemment là une question superbement formulée sur le plan de la procédure.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, par votre intermédiaire, je veux répondre aux deux questions du député. Premièrement, aucun gouvernement

provincial ne nous a fait part officiellement de son appui en ce qui concerne la taxe. Les provinces ont dit qu'elles y voyaient certains problèmes. Nous avons tenu compte de quelques-uns de ces problèmes dans les décisions que j'ai présentées à la Chambre le 19 décembre. Les provinces s'inquiétaient particulièrement de l'impact économique de cette taxe et, par conséquent, de son impact sur leur situation financière. Je crois que le fait de ramener le taux de la taxe de 9 p. 100 à 7 p. 100 a beaucoup contribué à atténuer les problèmes prévus, mais j'imagine qu'ils existent déjà dans une certaine mesure.

• (1750)

Le député a demandé si je serais prêt ou non à déposer toute la correspondance entre les ministres provinciaux et moi-même. Je crois que cela ne conviendrait pas du tout. Les ministres provinciaux et leur homologue fédéral ont une bonne relation de travail. Nous nous parlons de façon franche et ouverte. Ils présentent leurs problèmes au ministre des Finances, et j'y réponds franchement et ouvertement. Si j'étais obligé de déposer toute la correspondance, je crois que cette franchise et cette ouverture disparaîtraient.

M. Richardson: Monsieur le Président, je voudrais, par votre entremise, demander au ministre de commenter certains mythes que les chefs de l'opposition ont brandis cet après-midi. Je doute qu'ils voulaient aider les Canadiens.

M. le Président: Un moment s'il vous plaît. Voilà qui justifie presque la présentation d'une motion plus tard. Je suis sûr que le député ne voudrait pas faire un procès d'intention à ses collègues. Aurait-il l'obligeance de reposer sa question?

M. Richardson: Monsieur le Président, je profite de l'occasion pour demander au ministre des Finances de répondre à certaines questions que se sont posées de vrais Canadiens qui veulent vraiment s'informer au sujet de la TPS, le genre de questions qu'on m'a posées dans ma circonscription pendant le week-end.

Des voix: Oh, oh!

M. Manley: Ceux qui sont d'accord avec vous?

M. Gauthier: De quoi parlez-vous? Je suis un vrai Canadien.

M. Richardson: Monsieur le Président, j'aimerais poser une question au nom des Canadiens plutôt que pour les raisons quelconques qui ont incité certains collègues à poser leurs questions aujourd'hui. Premièrement, que dire de la complexité de la TPS pour les petites entrepri-